

505 L 116071.3

9433

(1942-43, 48)



Création d'une Société dite "Société Maritime de transports côtiers" - Participation de la S.N.C.F.

Loi	31. 3.42	(J.O. 14.6.42
C.A.	17. 6.42	11 Qd
C.A.	21. 4.43	5 VI
Lettre SNCF au MTP	30. 4.43	
Dépêche MTP à la SNCF	19. 5.43	

Liquidation de la Société

C.A.	25. 2.48	31 X
------	----------	------

Création d'une société dite "Société Maritime de transports côtiers" - Participation de la S.N.C.F.

du 25 février 1948

QUESTION X - Liquidation de la Société Maritime
de Transports Côtiers (S.M.T.C.)

p.31

M. LE PRESIDENT expose que, la Société Maritime des Transports Côtiers (S.M.T.C.), instituée par l'acte dit loi du 31 mars 1942, avec la participation de la S.N.C.F., pour la desserte des îles voisines du littoral de l'Atlantique et la traversée des estuaires, n'ayant pu être définitivement constituée, la liquidation de cette Société a été décidée le 20 juin 1946. La clôture des opérations a permis de constater un déficit absorbant 14,8% du capital social.

De ce fait, la S.N.C.F. a récupéré 681.600 fr sur les 800.000 fr investis par elle dans cette Société suivant décision du Conseil du 21 avril 1943.

Le projet de loi déposé en vue de l'abrogation de l'acte du 31 mars 1942 susvisé ne prévoit pas la prise en charge par le Trésor du déficit de la S.M.T.C.

Dans ces conditions, la participation en question ayant été imputée au Compte de l'er Etablissement, il est proposé au Conseil de créditer ce compte de la perte subie par la S.N.C.F., soit 118.400 fr, par le débit du Compte d'Exploitation.

M. TOURNEMAINE demande s'il est bien exact que le déficit ne puisse être recouvré d'une manière ou d'une autre.

M. LE PRESIDENT confirme qu'en l'espèce, à défaut de toute indemnisation par l'Etat, la perte sociale ne peut qu'être répartie entre les Sociétaires au prorata de leur participation.

Le Conseil prend acte de cette liquidation et autorise l'amortissement de la perte de 118.400 fr dans les conditions indiquées ci-dessus.

S.N.C.F.

Secrétariat Général

Participations Financières

Février 1948

NOTE POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Liquidation de la Société Maritime de Transports Côtiers (S.M.T.C.)

L'acte dit loi du 31 mars 1942 avait prévu la constitution de la Société Maritime des Transports (S.M.T.C.) chargée d'assurer la desserte des îles côtières du littoral de l'Atlantique et la traversée des estuaires. Cette Société devait comprendre notamment les entreprises exploitant ces Services, certains Départements et la S.N.C.F. Son capital avait été fixé à 4.000.000 fr., représenté par 4.000 actions de 1.000 fr., la S.N.C.F. souscrivant pour sa part 800 actions soit 800.000 fr. (C.A. du 21 avril 1943 -Autorisation Ministérielle du 19 mai 1943).

L'approbation des statuts, nécessaire à la constitution définitive de la Société, n'ayant pu être obtenue, l'Assemblée des actionnaires réunie le 20 juin 1946 a décidé de procéder à sa liquidation et a désigné, à cet effet, deux mandataires.

L'Assemblée a également décidé de rembourser aux actionnaires un acompte de 80% sur le montant des souscriptions versées.

Au terme de leur mission les mandataires désignés par l'Assemblée générale des actionnaires ont établi un procès-verbal de liquidation en date du 20 janvier 1948, duquel il résulte que l'arrêté des comptes de la Société permet d'attribuer une nouvelle somme de 52 fr. à chacune des actions souscrites.

De ce fait, sur les 800.000 fr. qu'elle a versés, la S.N.C.F. a reçu :

- le 20 juillet 1946, 80% à titre d'acompte	640.000 fr.
- le 22 janvier 1948, 52 fr. par action, soit 52f x 800	41.600 fr.
Ensemble	<u>681.600 fr.</u>

La liquidation de la S.M.T.C. étant devenue définitive, notre participation dans cette Société se solde par une perte de 118.400 fr.

Le Gouvernement a déposé un projet de loi n° 2629, annexé au P.V. de la séance de l'Assemblée Nationale du 13 novembre 1947, portant abrogation de l'acte dit loi du 31 mars 1942 sus-visé, mais ce projet de loi, qui ne contient aucune disposition pour la prise en charge du déficit de la S.M.T.C., n'est pas encore venu en discussion.

Dans ces conditions, notre participation ayant été imputée au compte de 1er Etablissement, il est proposé au Conseil de créditer ce compte de la somme de 118.400 fr. par débit du Compte d'Exploitation.

P. Le Secrétaire Général,

LAGNACE.

9433
PARIS le 19 mai 1943

Direction des Chemins de fer - 1er Bureau

Société maritime de transports
côtiers - Participation de la
SNCF au capital - V/lettre
D.925.293-1 du 30/4/43

Le Ministre

à M.le Président du C.A. de la S.N.C.F.

Par lettre citée en référence, la SNCF a demandé l'autorisation de participer au capital de la Société maritime de transports côtiers à concurrence de 800.000 frs, soit 800 actions représentant un coefficient d'influence de 20 %. Deux sièges lui seraient réservés au Conseil d'Administration.

Les services assurés par les entreprises maritimes en cause prolongent ceux dont votre Société a elle-même la charge et vous considérez par suite qu'il est de votre intérêt d'établir, dans le cadre des dispositions de la loi du 31 mars 1942, une liaison aussi étroite que possible.

Votre Conseil d'Administration a en conséquence, décidé, dans sa séance du 21 avril dernier, d'accepter la participation en cause dont l'importance a d'ailleurs été déterminée en accord avec les Services du Ministère des Finances.

J'ai l'honneur de vous informer qu'après avis de la Mission de Contrôle financier, je vous autorise à souscrire les 800 actions dont il s'agit aux conditions précisées dans votre lettre, la dépense correspondante devant être imputée au compte d'établissement.

(s) MORANE

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 30 avril 1943

C O P I E

925.293 - 1

Comme suite à la décision
du Conseil du 31 avril 1943.-

Monsieur le Ministre,

Une loi du 31 mars 1943 prévoit que, dans les départements du littoral de l'Atlantique dont la liste sera donnée par arrêté, les services maritimes assurant la liaison avec les îles côtières et la traversée des estuaires dans leur partie maritime ne pourront bénéficier du concours financier de l'Etat que s'ils sont exploités par une société unique à créer et dénommée "Société Maritime de Transports Côtiers" (S.M.T.C.).

La note que je vous demande de bien vouloir trouver ci-joint expose l'économie générale de cette loi en même temps que les raisons pour lesquelles il n'a pas été possible d'assurer son application à la date fixée du 1er janvier 1943.

Après de longues études préparatoires, le texte des statuts et de la convention à intervenir avec les départements vient d'être arrêté, et il a été décidé, en première étape, de constituer la Société sur les bases suivantes :

= l'arrêté interministériel du 23 mars 1943 a limité sa zone d'action aux trois départements de la Vendée, de la Charente-Maritime et de la Gironde ;

= la Société comprendra dans la zone ainsi délimitée :

- les entreprises exploitantes actuelles entendant bénéficier des avantages de la loi,

- les départements,

- la S.N.C.F. ;

= en raison de l'impossibilité où l'on s'est trouvé d'établir, dans les circonstances présentes, une base d'appréciation équitable de la valeur du matériel et des installations, le Ministère de l'Economie Nationale et des Finances a dû renoncer à la réalisation immédiate des apports ; ceux-ci, aux termes de l'article 4 de la Convention, seront effectués à la date qui sera déterminée par le Conseil d'Administration et au plus tard six mois après la fin des hostilités.

.....

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle
et aux Communications - Direction des Chemins de fer.-

Pour le moment, la S.M.T.C. sera donc créée seulement en numéraire, au capital de 4.000.000 de fr, divisé en 4.000 actions de 1.000 fr. Jusqu'à la réalisation des apports, les départements et entreprises mettront à sa disposition leur matériel et leurs installations, les conditions de la location étant fixées à l'amiable ou par arbitrage.

Il est demandé à la S.N.C.F. de participer au capital de S.M.T.C. pour 800.000 fr, soit 800 actions représentant un coefficient d'influence de 20 %. Deux sièges lui seraient réservés au Conseil d'Administration.

Les services assurés par les entreprises maritimes en cause prolongent ceux dont nous avons nous-mêmes la charge et nous considérons, par suite, qu'il est de notre intérêt d'établir avec elles, dans le cadre des dispositions de la loi du 31 mars 1942, une liaison aussi étroite que possible. Notre Conseil d'Administration a, en conséquence, décidé, dans sa séance du 21 avril dernier, d'accepter la participation qui nous a été offerte, le montant de la dépense devant être imputé au compte d'établissement.

J'ai l'honneur de vous demander, Monsieur le Ministre, de bien vouloir nous autoriser à souscrire les 800 actions dont il s'agit aux conditions ci-dessus précisées.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

du 21 avril 1943

QUESTION VI - Participation de la S.N.C.F. à la Société

Maritime de Transports côtiers.

P.V. (p.2)

M. LE PRESIDENT rappelle qu'aux termes de la loi du 31 mars 1942, dans les départements du littoral de l'Atlantique dont la liste doit être donnée par arrêté, les services maritimes assurant la liaison avec les îles côtières et la traversée des estuaires dans leur partie maritime ne pourront bénéficier du concours financier de l'Etat que s'ils sont exploités par une Société unique à créer et dénommée "Société Maritime de Transports Côtiers".

La note expose l'économie générale de cette loi en même temps que les raisons pour lesquelles il n'a pas été possible d'assurer son application à la date fixée du 1er janvier 1943. Après de longues études préparatoires, il vient d'être décidé, en première étape, de constituer la Société sur les bases suivantes :

- l'arrêté interministériel du 23 mars 1943 a limité sa zone d'action aux trois départements de la Vendée, de la Charente-Maritime et de la Gironde;

- la Société comprendra dans la zone ainsi délimitée :

- les entreprises exploitantes actuelles entendant bénéficier des avantages de la loi,
- les départements,
- la S.N.C.F.;

- en raison de l'impossibilité où l'on s'est trouvé d'établir, dans les circonstances présentes, une base d'appréciation équitable de la valeur du matériel et des installations, le Ministère de l'Economie Nationale et des Finances a dû renoncer à la réalisation immédiate des apports; ceux-ci, aux termes de

l'article 4 de la Convention à passer avec les départements, seront effectués à la date qui sera déterminée par le Conseil d'Administration et au plus tard six mois après la fin des hostilités; jusqu'à leur réalisation, les départements et entreprises mettront leur matériel et leurs installations à la disposition de la Société, les conditions de la location étant fixées à l'amiable ou par arbitrage.

Pour le moment, la S.M.T.C. sera donc créée seulement en numéraire, au capital de 4.000.000 de fr, divisé en 4.000 actions de 1.000 fr. Il est demandé à la S.N.C.F. de participer à ce capital pour 800.000 fr, soit 800 actions représentant un coefficient d'influence de 20%. Deux sièges lui seraient réservés au Conseil d'Administration.

Les services assurés par les entreprises maritimes en cause prolongent ceux dont le Chemin de fer a lui-même la charge et, par suite, il est de l'intérêt de la S.N.C.F. d'établir avec elles, dans le cadre des dispositions de la loi du 31 mars 1942, une liaison aussi étroite que possible. Aussi est-il proposé d'accepter la participation ainsi offerte, le montant de la dépense devant être imputé au Compte d'Etablissement.

Sous réserve de l'autorisation à demander à M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications, le Conseil approuve, aux conditions ci-dessus précisées, la souscription des 800 actions dont il s'agit.

Steno (p.5)

II. LA PRESIDENT. - aux termes de la loi du 31 mars 1943, dans les départements du littoral de l'Atlantique dont la liste doit être donnée par arrêté, les services maritimes assurant la liaison avec les îles côtières et la traversée des estuaires dans leur partie maritime ne pourront bénéficier du concours financier de l'Etat que s'ils sont exploités par une Société unique à créer et dénommée "Société Maritime de Transports Côtiers".

La note expose l'économie générale de cette loi en même temps que les raisons pour lesquelles il n'a pas été possible d'assurer son application à la date fixée du 1er janvier 1943. Après de longues études préparatoires, il vient d'être décidé, en première étape, de constituer la Société sur les bases suivantes :

- l'arrêté interministériel du 23 mars 1943 a limité sa zone d'action aux trois départements de la Vendée, de la Charente-Maritime et de la Gironde ;

- la Société comprendra dans la zone ainsi délimitée :

- les entreprises exploitantes actuelles attendant bénéficier des avantages de la loi,
- les départements,
- la S.M.C.F. ;

- en raison de l'impossibilité où l'on s'est trouvé d'établir, dans les circonstances présentes, une base d'appréciation équitable de la valeur du matériel et des installations, le Ministère de l'Economie Nationale et des Finances a dû renoncer à la

.....

réalisation immédiate des apports; ceux-ci, aux termes de l'article 4 de la Convention à passer avec les départements, seront effectués à la date qui sera déterminée par le Conseil d'Administration et au plus tard six mois après la fin des hostilités; jusqu'à leur réalisation, les départements et entreprises mettront leur matériel et leurs installations à la disposition de la Société, les conditions de la location étant fixées à l'amiable ou par arbitrage.

Pour le moment, la S.M.T.C. sera donc créée seulement en numéraire, au capital de 4.000.000 de fr, divisé en 4.000 actions de 1.000 fr. Il est demandé à la S.N.C.F. de participer à ce capital pour 800.000 fr, soit 800 actions représentant un coefficient d'influence de 20%. Deux sièges lui seraient réservés au Conseil d'Administration.

Les services assurés par les entreprises maritimes en cause prolongent ceux dont le Chemin de fer a lui-même la charge et, par suite, il est de l'intérêt de la S.N.C.F. d'établir avec elles, dans le cadre des dispositions de la loi du 31 mars 1948, une liaison aussi étroite que possible. Aussi est-il proposé d'accepter la participation ainsi offerte, le montant de la dépense devant être imputé au Compte d'établissement.

Sous réserve de l'autorisation à demander à M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications, le Conseil approuve, aux conditions ci-dessus précisées, la souscription des 800 actions dont il s'agit.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Conseil d'Administration

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Séance du 21 avril 1943

-:-:-:-:-

VI - Participation de la S.N.C.F. à la Société
Maritime de Transports Côtiers.-

Pres. -

Wyl

15 avril 1943

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Participation de la S.N.C.F. à la Société Maritime
de transports côtiers

Une loi du 31 mars 1942 prévoit que, dans les départements du littoral de l'Atlantique dont la liste sera donnée par arrêté, les services maritimes assurant la liaison avec les îles côtières et la traversée des estuaires dans leur partie maritime ne pourront bénéficier du concours financier de l'Etat que s'ils sont exploités par une société unique à créer et dénommée "Société Maritime de Transports côtiers (S.M.T.C.)"

Cette Société doit comprendre, dans la zone ainsi délimitée :

- les entreprises exploitantes actuelles entendant bénéficier des avantages de la loi,
- les départements,
- les collectivités et établissements publics, la S.N.C.F., ainsi que les sociétés et particuliers désireux de participer au capital.

Elle recevra la concession des services. Les entreprises et les départements lui feront apport de la totalité du matériel et des installations déjà affectées à ces services.

L'Etat, suivant certaines modalités, pourra accorder sa garantie aux emprunts contractés par elle en vue du renouvellement du matériel naval. D'autre part, les départements sont autorisés à prendre en charge le déficit de son compte d'exploitation jusqu'à l'expiration du premier exercice qui suivra la cessation des hostilités, l'équilibre de ce compte devant être réalisé au plus tard à dater de cet exercice par une adaptation progressive des tarifs aux charges.

En contre-partie de ces avantages, la S.M.T.C. sera soumise au contrôle des départements, exercé par un commissaire désigné par les Préfets régionaux et également, au cas où elle ferait appel à la garantie de l'Etat, au contrôle institué à l'égard des sociétés bénéficiaires de cette garantie et des compagnies de navigation subventionnées.

.....

Conformément aux stipulations de la loi, il est demandé à la S.N.C.F. de participer à la création de la Société.

I.- La Société aurait dû être constituée avant le 1er janvier 1943. Mais la complexité des intérêts en présence a prolongé les études préparatoires et c'est seulement aujourd'hui que le texte des statuts et de la convention à intervenir entre la S.M.T.C. et les départements a pu être arrêté.

Encore, l'accord réalisé n'a-t-il pu permettre de donner entière satisfaction sur tous les points aux préoccupations qui avaient été à l'origine de la loi.

C'est ainsi, tout d'abord, qu'en raison des difficultés soulevées par divers concessionnaires, la zone d'action, qui devait primitivement comprendre tout le littoral de Brest à Bordeaux, a, en définitive, été ramenée par l'arrêté interministériel du 23 mars 1943, aux départements de la Vendée, de la Charente-Maritime et de la Gironde.

D'autre part, en raison de l'impossibilité où l'on s'est trouvé d'établir, dans les circonstances présentes, une base d'appréciation équitable de la valeur du matériel et des installations, le Ministère de l'Economie Nationale et des Finances a dû renoncer à la réalisation effective des apports dès la constitution de la Société. L'article 4 de la Convention prévoit que ces apports seront effectués à la date qui sera déterminée par le Conseil d'Administration et au plus tard six mois après la fin des hostilités.

En conséquence, en première étape, la Société sera créée seulement en numéraire. Jusqu'à la réalisation des apports, les départements et entreprises mettront à sa disposition leur matériel et leurs installations, les conditions de la location étant fixées à l'amiable ou par arbitrage.

II.- Sous le bénéfice de ces observations, les statuts et la convention sont en harmonie avec les prescriptions de la loi. Ils contiennent plus spécialement les dispositions suivantes :

- l'objet social est ainsi défini : "... l'exploitation directe ou indirecte des services maritimes qui assurent dans les départements visés dans l'arrêté interministériel la liaison avec les îles côtières et la traversée des estuaires dans leur partie maritime - accessoirement, l'exploitation directe ou indirecte de services de transports (voyageurs, bagages et marchandises) de caractère local se rattachant auxdits services maritimes" ;

- il est institué un fonds de renouvellement du matériel naval ; ce fonds est obligatoirement alimenté par une dotation annuelle

.....

inscrite parmi les dépenses d'exploitation et au moins égale à 5 % de la valeur d'apport ou d'acquisition du matériel en service, en tout cas suffisante pour assurer l'amortissement normal de ce matériel et son remplacement ; ce n'est qu'en cas d'insuffisance de ce fonds qu'il sera recouru à des emprunts, pour lesquels il pourra être fait appel à la garantie de l'Etat ;

- sous réserve du concours qu', jusqu'à l'expiration du premier exercice suivant la cessation des hostilités, chaque département apportera par la prise en charge du déficit d'exploitation des services relevant de lui, le Conseil d'Administration est tenu de prendre toutes les mesures d'augmentation ou d'aménagement des tarifs permettant, à défaut d'économies suffisantes, d'assurer l'équilibre des prévisions budgétaires et de faire face, dans les mêmes conditions, aux modifications de la situation en cours d'année ;

- à partir de l'exercice qui suivra la cessation des hostilités et sous réserve que la garantie de l'Etat n'ait pas eu à intervenir, une prime de bonne gestion, déterminée en fonction de l'excédent des recettes sur les dépenses, sera allouée à la Société ;

- en cas d'excédents, ceux-ci sont d'abord partagés entre l'Etat et les départements dont les services sont bénéficiaires, à raison de 1/3 pour ces derniers et de 2/3 pour l'Etat, dans la limite, toutefois, en ce qui concerne celui-ci, des avances de garantie à lui rembourser ; le surplus demeure acquis à la Société.

I.- Dans la 1ère étape actuellement envisagée, seuls sont appelés à entrer dans la S.M.T.C. :

- les départements de la Vendée, de la Charente-Maritime et de la Gironde ;

- les entreprises exploitant des services dans ces départements et désireuses de bénéficier des avantages prévus par la loi ;

- la S.N.C.F.

II.- Le capital serait fixé à 4.000.000 de fr et divisé en 4.000 actions de 1.000 fr. La répartition serait la suivante :

- 50 % aux entreprises exploitantes, soit.....	2.000.000 fr
- 30 % aux départements, soit.....	1.200.000 fr
- 20 % à la S.N.C.F., soit.....	800.000 fr

.....

La part revenant à chacune des entreprises exploitantes a été déterminée en fonction de ses recettes brutes de 1937 à 1941, ce qui fixerait ainsi les attributions :

Société automobile des transports de l'Ouest.....	1,4 %	soit 54.000 fr
Armement Bonin.....	4,9 %	soit 195.000 fr
Compagnie Charentaise de Trans- ports Maritimes.....	22,4 %	soit 897.000 fr
Compagnie Maritime Charentaise....	0,9 %	soit 35.000 fr
Compagnie Oléronnaise.....	18,7 %	soit 750.000 fr
Compagnie Maritime St-Trojanaise.	1,7 %	soit 69.000 fr

III. - Le Conseil d'Administration aurait la composition suivante :

- Entreprises exploitantes..... 5 sièges
- Départements..... 3 sièges
- S.N.C.F..... 2 sièges

2 sièges seraient réservés en vue de leur attribution ultérieure à l'Etat au cas où la Société ferait appel à sa garantie.

La participation qui nous est ainsi offerte répond à la préoccupation qui doit être la nôtre d'assurer une liaison aussi étroite que possible avec les Services de desserte qui sont en cause. Son importance - déterminée en accord avec le Ministère de l'Economie Nationale et des Finances - est susceptible d'être modifiée le jour où la Société serait amenée à accueillir des souscriptions nouvelles, ainsi que la loi en prévoit la possibilité. Mais, en l'état actuel des choses, elle paraît tenir compte, dans des conditions normales, du rôle auquel peut prétendre la S.N.C.F.

En conséquence, sous réserve de l'autorisation à demander à M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications, il est proposé au Conseil d'approuver la souscription des 800 actions dont il s'agit. La dépense correspondante - soit 800.000 fr - serait imputée au compte d'établissement.

LE DIRECTEUR GENERAL,

LE BESNERAIS.

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 17 juin 1942

QUESTIONS DIVERSES

- Loi du 31 mars 1942 relative à la fusion
des entreprises de desserte des îles cô-
tières et de traversée des estuaires de
l'Atlantique.

M. LE PRESIDENT donne connaissance au Conseil de la loi,
en date du 31 mars 1942, aux termes de laquelle devra être
constituée, avant le 1er janvier 1943, une Société dite
"Société Maritime de transports côtiers,"

P.V.(p.5)

Cette Société comprendra, outre les entreprises
assurant, dans les départements du Littoral de l'Atlantique
la liaison avec les îles côtières et la traversée des estuaires
dans leur partie maritime ainsi que les départements de ce
littoral, "les Collectivités et établissements publics, la
Société Nationale des Chemins de fer français, les sociétés
et particuliers désireux de participer au capital de la
nouvelle Société".

Sténo (p.11)

M. LE PRESIDENT.- La loi du 31 mars 1942, parue à l'Offi-
ciel du 1er juin, relative à la fusion des entreprises de desserte
des îles côtières et de traversée des estuaires de l'Atlantique
prévoit la "constitution, avant le 1er janvier 1943, d'une Société
dite "Société maritime de transports côtiers" comprenant :

a) les entreprises exploitant des services visés à l'article 1
de ladite loi et désireuses de bénéficier des dispositions de la
présente loi;

b) les départements visés à l'article 1er de la loi;

c) les collectivités et établissements publics, la Société Na-
tionale des Chemins de fer français, les sociétés et particuliers
désireux de participer au capital de la nouvelle Société".

Nous serons donc par conséquent appelés à faire partie de
cette Société, ce qui paraît assez logique puisque, en définitive,
ces communications sont le prolongement de nos voies jusqu'aux
îles côtières.

M. CHIFFRET.- Avons-nous été pressenti ?

M. LE PRESIDENT.- Oui, j'ai été pressenti officieusement.

Extrait du Journal Officiel

du 14 juin 1942

LOI n° 452 du 31 mars 1942
relative à la fusion des entreprises de des-
serte des îles côtières et de traversée des
estuaires de l'Atlantique

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le Conseil des Ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1^{er} - Le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances est autorisé à accorder, dans les conditions fixées par la présente loi, le concours financier de l'Etat aux services maritimes qui assurent, dans les départements du littoral de l'Atlantique dont la liste sera fixée par l'un des arrêtés prévus à l'article 8 ci-après, la liaison avec les îles côtières et la traversée des estuaires, dans leur partie maritime.

Art. 2 - Les contrats en cours pour l'exploitation des services visés à l'article 1^{er} ci-dessus sont dénoncés de plein droit à dater de la promulgation de la présente loi. Toutefois, les stipulations de ces contrats resteront en vigueur jusqu'à la date à partir de laquelle les services devront être assurés par la société visée à l'article suivant.

Art. 3 - Au cours d'une période expirant le 1^{er} janvier 1943, sera constituée une société dite "Société maritime de transports côtiers" comprenant :

a) Les entreprises exploitant des services visés à l'article 1^{er} ci-dessus et désireuses de bénéficier des dispositions de la présente loi ;

b) Les départements visés à l'article 1^{er} de la présente loi ;

c) Les collectivités et établissements publics, la Société nationale des chemins de fer français, les sociétés et particuliers désireux de participer au capital de la nouvelle société.

Les entreprises et les départements visés aux paragraphes a et b ci-dessus feront apport à la Société maritime de transports

côtiers de la totalité du matériel et des installations leur appartenant en propre et affectés à l'exécution des services visés par la présente loi avec les biens, droits et avantages de toute nature y afférents. Ces entreprises et ces départements recevront en rétribution de leurs apports des actions de la société nouvelle.

L'évaluation des apports sera faite par un comité de trois experts dont l'un, désigné par le président du tribunal de commerce du lieu du futur siège social, représentera les entreprises visées au paragraphe a, l'autre, représentant les départements visés au paragraphe b, sera désigné de concert par les préfets régionaux intéressés, et le troisième sera désigné par le président de la cour d'appel du lieu du futur siège social. Ces experts pourront se faire assister par toute personne qualifiée.

Art. 4 - Les départements visés à l'article 1^{er} concluront avec la Société maritime de transports côtiers un traité accordant à cette société la concession de l'ensemble des services également visés à l'article 1^{er}.

Art. 5 - Sur demande de la société, l'Etat pourra accorder sa garantie aux emprunts contractés pour le renouvellement du matériel naval afférent à l'exploitation des services visés à l'article 1^{er}.

L'octroi de ce concours est subordonné à la réalisation de toutes mesures permettant d'obtenir l'équilibre du compte d'exploitation au plus tard à l'expiration du premier exercice qui suivra la date de cessation des hostilités. A cet effet, le traité de concession comportera obligatoirement :

a) une clause permettant l'adaptation progressive des tarifs aux charges de l'exploitation ;

b) le versement d'une prime à la société concessionnaire en vue de l'intéresser aux résultats financiers de sa gestion.

Art. 6 - Les départements visés à l'article 1^{er} sont autorisés à prendre en charge le déficit du compte d'exploitation de la Société maritime de transports côtiers jusqu'à l'expiration du premier exercice qui suivra la date de cessation des hostilités. Les règles afférentes à la détermination et à la répartition de ce déficit entre les départements intéressés seront définies par le traité de concession prévu à l'article 4 de la présente loi.

Demeure interdit à ces départements tout autre mode de subvention des services assurés par la société ou de services qui pourraient les concurrencer.

Art. 7 - La société sera soumise au contrôle des départements visés à l'article 1er. Ce contrôle sera exercé par un commissaire unique désigné de concert par les préfets régionaux intéressés et agréé par les secrétaires d'Etat à l'intérieur, aux communications, à la marine et à l'économie nationale et aux finances.

Dans le cas où la société ferait appel à la garantie de l'Etat prévue à l'article 5 ci-dessus, elle serait soumise au contrôle organisé par le décret du 25 octobre 1935, les textes subséquents et par la loi du 21 mars 1941.

Art. 8 - Des arrêtés des secrétaires d'Etat à l'intérieur, aux communications, à la marine et à l'économie nationale et aux finances :

approuveront les Statuts de la société et le traité de concession visé à l'article 4 ;

d'une manière générale, fixeront en tant que de besoin les conditions d'application de la présente loi.

Art. 9 - Le présent décret sera publié au Journal Officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 31 mars 1942.

PH. PETAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Suivent les signatures des Ministres et
Secrétaires d'Etat intéressés